

Communiqué de presse

Le collectif citoyen contre la violence

Depuis le 19 novembre 2021, la Guadeloupe est sous les feux d'inacceptables violences...

Le 8 janvier 2022, des Guadeloupéennes et des Guadeloupéens se sont rassemblés au Mémorial ACTe pour dire NON aux violences exercées dans l'enceinte du CHU de Pointe-à-Pitre. Nous remercions toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés et qui ont signé notre appel. Cette manifestation pacifique a permis à de nombreux concitoyens dont des soignants, de sortir du silence en s'exprimant sur les difficultés de leur quotidien.

Aucun des acteurs de notre vie citoyenne ne doit être menacé ou agressé. Ni les agents du service public, et notamment hospitalier, quelles que soient leurs fonctions au service de tous. Ni les professionnels de la justice comme les avocats, quels que soient leurs engagements au service du droit.

Sensibles au drame humain vécu par les 300 à 400 personnels de la santé qui ne souhaitent pas accepter les contraintes légales relatives à leur profession, il est vivement souhaitable que les dispositifs d'écoute et d'orientation soient encore prorogés quelque temps, et en particulier la plateforme « d'écoute et de dialogue », afin de ne laisser personne sans solution.

De la même manière, nous exigeons que celles et ceux qui ont fait le choix de se conformer à la loi, ne soient pas empêchés de remplir leur mission.

Sans sous-estimer l'urgence d'apporter des solutions aux autres revendications sociales qui fracturent notre « vivre ensemble », Il est grand temps que certaines oppositions entre nous cessent pour laisser place à un dialogue constructif et apaisé avec toutes les composantes du peuple de Guadeloupe.

En écho à la mobilisation du 8 janvier 2022, nous condamnons sans réserve une nouvelle fois toutes formes d'outrances, d'où qu'elles proviennent.

Les établissements sanitaires et médico-sociaux sont notre bien commun. Leur protection comme celles de tous nos lieux vitaux doit être l'affaire de tous les citoyens.

« NOU BON ÉPI SA ! »

Les signataires du communiqué :

Tony ALBINA, Rita AZAR, Jenner BEDMINSTER, Elizabeth CHOMEREAU-LAMOTTE, David DAHOMAY, Jacky DAHOMAY, Michel EYNAUD, Jan-Marc FERLY, Hervé GUIBERT, Elisabeth GUSTAVE, Hubert JABOT, Béatrice IBENE, Marc JALET, Bruno JOFA, Nathalie LAUL, Nicole LORI-DELFOLIE, Delphine LAURICELLA, Rosan MONZA, Jacques PAUL, Viviane ROMANA, Emmanuel RAVI, Michel REINETTE, Pierre REINETTE, Christian SAAD,

*Philippe SADIKALAY, Corinne SAINTE-LUCE, Carole VENUTOLO, Alex VIGNAL,
Georges VILA.*